

également intérêt à ce que le cadre commercial international soit bien adapté à l'évolution de l'économie mondiale et à ce qu'il prévoie des mécanismes adéquats de consultation, de surveillance internationale et de règlement des différends.

La politique commerciale n'est bien sûr que l'un des nombreux instruments dont dispose le gouvernement fédéral pour stimuler le développement d'une industrie compétitive et productive; le déploiement de tous ces instruments a beaucoup contribué à influencer l'orientation de l'économie canadienne. Le Canada rencontrera de formidables défis pendant le reste de la décennie, défis qui se poseront également à la plupart de ses partenaires commerciaux. La croissance économique dans les prochaines décennies ne sera pas un jeu à somme nulle, mais l'évolution de la situation nous incite à croire que toutes les nations n'en profiteront pas, ou du moins pas également. La capacité de tirer avantage de cette croissance dépendra dans une large mesure du climat économique généré par les politiques gouvernementales ainsi que de la volonté du secteur privé de poursuivre activement les possibilités et de surmonter les obstacles. Elle dépendra aussi grandement de la qualité des décisions prises au jour le jour.

La récession persistante, conjuguée à des niveaux de chômage sans précédent et à de forts taux d'inflation qui affligeaient la plupart des pays industrialisés et en développement, a créé de sérieuses contraintes pour le système commercial mondial. On en est venu à mettre en doute les avantages d'une plus grande libéralisation du commerce. Les pressions protectionnistes se sont intensifiées, tout comme les tensions entre principaux partenaires commerciaux et au sein de leurs économies. Cette conjoncture rend la situation tout particulièrement difficile pour le Canada étant donné sa forte dépendance à l'égard du commerce avec le géant américain, la faible croissance du marché américain prévue pour les années 80 et la concentration de nos exportations dans une gamme relativement limitée de produits à base de ressources. Notre compétitivité est en train de diminuer par rapport à celle de nos principaux partenaires commerciaux, et nous ne sommes pas aussi bien placés que nos concurrents pour exporter des articles manufacturés—secteur qui devrait connaître la plus forte croissance dans les années 80. Voilà la nature du défi.

L'analyse et les conclusions qui suivent sont fondées sur une étude approfondie des politiques commerciales du Canada et reflètent les consultations détaillées qui ont été menées avec les gouvernements provinciaux, des chefs d'entreprise et des représentants syndicaux, des banquiers et d'autres Canadiens intéressés à la lumière du document d'information intitulé *Une étude de la politique commerciale canadienne*. Les personnes consultées ont appuyé l'effort du gouvernement pour élaborer une politique commerciale globale et ont apporté des contributions positives. En conséquence, le présent document reflète nombre des priorités et sensibilités des représentants des provinces et du secteur privé. Mais les consultations ont surtout révélé l'importance du commerce, et tout particulièrement des exportations, pour la prospérité du Canada ainsi qu'un vif désir de voir un solide consensus national sur les politiques qui touchent les relations commerciales du Canada ainsi que sur l'environnement canadien qui peut au mieux appuyer nos résultats commerciaux. Le secteur privé a également souligné qu'il est du devoir du gouvernement de fournir un cadre et un environnement permettant au secteur privé de poursuivre au mieux ses objectifs économiques, alors qu'il appartient au secteur privé de saisir les possibilités qui se manifestent, avec un appui approprié du gouvernement lorsque nécessaire.